

LA GREVE DES CHEMINOTS A ROUEN

MEETINGS, DEFILES ET BAGARRES AVEC LA POLICE

Le 18 et le 19 mai, à l'appel de toutes leurs Fédérations syndicales (la triste Fédération Autonome des Cadres exceptée) les cheminots ont fait une grève de 32 h. A Rouen comme partout dans le pays le mouvement a été suivi à un très fort pourcentage. Il semble cependant qu'ici le mouvement a revêtu une ampleur et surtout une intensité particulières du fait de l'intervention brutale d'importantes forces de police (C.R.S. et agents de la paix) et de la combativité remarquable que leur opposèrent les grévistes.

LES FAITS

Les cheminots avaient pour consigne de se rassembler le matin du 18, à l'embauche, sur le lieu de travail puis ensuite, à 9 h. à la gare de Rouen-Rive droite. De Sotteville et des autres gares de la rive gauche des grévistes tentèrent de passer rive droite ; des barrages de police voulurent les en empêcher mais, individuellement ou par petits groupes ils réussirent à passer.

Ainsi se forma place de la gare un rassemblement important. Au moment où le meeting commençait, les C.R.S. débouchèrent sur la place et refoulèrent les manifestants en direction du centre de la ville par la principale rue de Rouen, la rue Jeanne-d'Arc. Un peu plus tard, au carrefour d'une autre artère importante (rue Thiers) un barrage de gardiens de la paix attendait le cortège et prétendait lui interdire le passage. Il y eut à cet endroit un engagement sérieux. Un gréviste — le secrétaire du syndicat F.O. — fut blessé au pied. Ayant réussi à passer en force les cheminots entonnèrent une vibrante Internationale. Ils continuèrent leur défilé en scandant leurs slogans revendicatifs auxquels venaient s'ajouter « Paix en Algérie » et « Les chiens à la niche » à l'adresse des policiers.

La stratégie adoptée dès lors par les dirigeants des Syndicats consistait à emprunter un itinéraire imprévu afin de rendre le cortège de manifestants aussi peu saisissable que possible aux forces de répression. Cela réussit un temps. Cependant, étant donné les moyens techniques dont elles disposaient, ces forces réussirent fatalement à rejoindre le cortège. C'est place de la Cathédrale et rue du Gros Horloge, en plein centre commerçant, que le choc se produisit avec les C.R.S. Ceux-ci chargèrent et cognèrent sans vergogne. De nombreux manifestants, dont des femmes, reçurent des coups de matraque. Certains firent face utilisant leurs poings ou encore leurs pancartes transformées en gourdins. Deux grévistes furent blessés ; l'un aux côtes, l'autre à la face.

Dans son ensemble la population rouennaise, petits commerçants compris, sympathisait avec les grévistes. Pour beaucoup le régime apparaissait sous un visage nouveau. Sans doute faut-il attribuer pour une bonne part cette réaction de l'opinion publique au fait que le meeting prévu pour 16 h., même dans le cas d'interdiction fut en définitive autorisé par l'autorité préfectorale.

Ce meeting fut un succès tant par le nombre des participants que par leur détermination, détermination qu'exprimèrent chacun à leur façon les orateurs des différents syndicats (C.G.T. - C.G.T.-F.O. - C.F.T.C.) et aussi des porte-paroles des travailleurs de l'E.D.F.-G.D.F. et des ouvriers du port.

LA RAISON DES BRUTALITES POLICIERES

Il semble bien que ce soit à Rouen seulement que la police du régime soit intervenue d'une manière aussi délibérément brutale. Pourquoi ? La réponse est simple. Depuis plus d'un an les cheminots de Rouen sont d'une combativité remarquable. Ceci n'est pas sans inquiéter les dirigeants de la S.N.C.F. et les représentants départementaux du pouvoir bourgeois. Sans doute ont-ils pensé qu'il était temps de mettre le hoia. Il ne semble pas qu'il y aient réussi. Les cheminots ne se sont pas laissés intimider. Ils ont fait face et de cette épreuve au cours de laquelle ils se sont soudés et ont affirmé leur force ils ont en définitive des cheminots ; ce qui n'est pas sans influencer sur la combativité des dirigeants du syndicat C.G.T.

VERS LA REUNIFICATION SYNDICALE ?

Si bénéfique qu'elle soit quant à l'efficacité de l'action, l'unité réalisée reste cependant fragile. C'est qu'elle résulte d'accords passés de syndicat à syndicat dont chacun, même très minoritaire conserve son entière liberté de décision sur le plan local tout en étant tenu, peu ou prou au respect d'une discipline fédérale. C'est sans aucun doute parce qu'ils sentent le caractère fragile de l'unité réalisée que les dirigeants du syndicat C.G.T. ont à deux reprises — le 9 mai et le 18 mai — repris devant les cheminots grévistes les propositions de reconstitution de l'unité syndicale organique contenues dans l'appel à l'unité adopté par le récent congrès national de leur fédération. Leur volonté unitaire est très réelle. Regrettons seulement, une fois encore que leurs conceptions organisationnelles soient restées stalinienne car il est peu probable que sans la reconnaissance du droit de tendance — les tendances existent en fait et sont actuellement cristallisées non seulement en fractions à l'intérieur d'une même organisation syndicale mais en organisations syndicales distinctes — l'unité organique puisse se réaliser. Cependant c'est un fait positif que le problème de l'unité ait été posé publiquement, dans de telles circonstances, en termes aussi nets. Les cheminots ont toujours joué un rôle important en France dans la question de l'unité (aussi bien d'ailleurs pour les scissions que pour les réunifications). Le problème de l'unité organique se pose pour les cheminots de Rouen en termes concrets en fonction de l'action. Il n'est pas impossible qu'après avoir été à la pointe du combat revendicatif, de la lutte antifasciste et de la lutte contre la sale guerre d'Algérie, ils se trouvent à la pointe du combat non moins important pour la réunification syndicale, condition de futurs succès.

CORRESPONDANT.